



# Ce que j'ai dit à François Hollande lors de notre entretien

**Éditorial**

par Jean-Claude Mailly

À l'occasion d'une rencontre pendant une heure avec le président de la République, j'ai pu exposer notre cahier revendicatif et les raisons de notre appel à la journée de grève interprofessionnelle du jeudi 9 avril 2015.

J'ai rappelé nos oppositions à la politique économique et sociale d'austérité, ainsi qu'au projet de loi Macron et au pacte de responsabilité.

Pouvoir d'achat, services publics, protection sociale collective et emploi ont été au centre de nos échanges.

Sur le pouvoir d'achat, j'ai rappelé nos demandes concernant le Smic et le point d'indice dans la fonction publique.

J'ai également plaidé, s'agissant des exonérations de cotisations patronales de Sécurité sociale au niveau du Smic, pour que les entreprises appartenant aux branches dont un niveau au moins est inférieur au Smic voient ces exonérations calculées non plus sur le Smic, mais sur le minimum conventionnel le plus bas.

Le président de la République a été attentif à cette question.

Il l'a été également sur notre demande de négociation entre donneurs d'ordre et sous-traitants, sur le remaillage du territoire en matière de service public (notamment avec

les Maisons de services publics) et sur l'évaluation et les décisions à prendre en matière d'aides publiques et sociales (110 milliards d'euros en 2013) aux entreprises.

En matière de protection sociale, tout en rappelant notre acceptation du tiers payant, nous avons obtenu confirmation que ce sera la Sécurité sociale (et non les assureurs) qui aura accès aux données relatives aux assurés, et ce, afin de bloquer les tentatives de remise en cause de la Sécurité sociale au profit de systèmes de type anglo-saxon.

Par ailleurs, s'agissant du qualificatif d'austérité réfuté par le secrétaire général de la CFDT, le gouvernement a trouvé en la matière un nouveau porte-parole.

Ce n'est pas parce que le secrétaire général de la CFDT voit tout en rose que, par miracle, tout va bien.

Bien au contraire, à ne pas qualifier d'austère la politique économique menée, à se couler dans le moule du conformisme économique libéral, à jouer les appoints des dirigeants, on est de facto complice de la montée des mouvements de rejet de l'autre.

Nul besoin d'être historien pour s'en rendre compte.

Il suffit simplement d'être syndicaliste.